
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51397

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Werner GIESSELMANN, *Die brumairianische Elite. Kontinuität und Wandel der französischen Führungsschicht zwischen Ancien Régime und Julimonarchie*, Stuttgart (Ernst Klett Verlag) 1977, 679 p. (Industrielle Welt, Schriftenreihe des Arbeitskreises für moderne Sozialgeschichte hg. von Werner Conze, 18).

Depuis plus de vingt ans le problème des «élites» dans la France issue de la Révolution est un des objets de prédilection de la recherche historique. C'est dans la suite d'une longue série d'études inaugurée par Marcel Reinhardt en 1956¹ que vient s'insérer le gros ouvrage de Werner Giesselmann. Celui-ci a choisi de s'intéresser aux 498 personnages qui ont été, grâce au coup d'Etat de Brumaire et à la constitution de l'an VIII, placés à la tête du système politique français: les deux consuls Cambacérès et Lebrun, les 7 ministres, les 29 conseillers d'Etat, les 60 sénateurs, les 100 tribuns et les 300 membres du Corps Législatif, bref à ce petit groupe «d'élus» qui, par leurs talents et leur habileté à tirer parti des circonstances se sont, en quelque sorte, prédestinés eux-mêmes à occuper les places en vue qui leur ont été dévolues.

Ce travail est aussi présenté comme une contribution à l'étude du problème des élites dans ce que l'auteur appelle la «société française de transition» (p. 32), cette «Übergangsgesellschaft» étant pour lui celle qui, en France, assura le passage de la société à ordres de la fin de l'Ancien Régime à celle de la civilisation industrielle telle qu'elle apparaît à partir des années 1870, modelée par la révolution politique et sociale de 1789 et la révolution industrielle des années 1830. Giesselmann a volontairement arrêté l'étude de ce processus aux débuts de la monarchie de Juillet. Il est vrai qu'alors il n'y avait plus que 21 survivants de la cohorte des 498 de l'an VIII (voir le tableau p. 621 et suiv.), les uns à la Chambre des Pairs comme Talleyrend, Chaptal, Roederer, les autres hauts fonctionnaires comme Daunou ou Conseillers d'Etat comme Benjamin Constant qui avait commencé sa carrière comme secrétaire du duc de Brunswick.

L'auteur a voulu, il le dit expressément (p. 37), compléter l'étude de Beau de Loménie sur «les Responsabilités des dynasties bourgeoises»² en ce qu'elle peut avoir de superficiel et vérifier ce qui, en elle, demeure en l'état d'hypothèse. Il est de fait que Giesselmann, à la différence de son prédécesseur, s'appuie sur une documentation abondante tant manuscrite qu'imprimée. La manière dont elle est présentée est révélatrice d'une des tendances de l'ouvrage qui ambitionne d'étudier l'élite brumairienne en tant que groupe social sans négliger les hommes qui la composent. Deux grands chapitres, donc, pour les sources: celles concernant le groupe, celles concernant les individualités. Les premières proviennent essentiellement des archives publiques françaises: Nationales, de la Guerre, sans oublier celles de la Banque de France. Les secondes sont essentiellement constituées par des imprimés, le plus souvent réunis dans la série Lb³⁹⁻⁵¹ de la Bibliothèque Nationale puisque seuls les membres du Tribunat ont eu droit, si l'on peut dire, à des sources manuscrites tirées des Archives Nationales ou d'archives locales. Cette documentation imprimée est essentiellement constituée des écrits rédigés par les personnages en cause et par la littérature renfermant des indications biographiques les concernant (éloges funèbres, notices nécrologiques, le plus souvent). Dans cet ordre d'idées, on peut s'étonner, par exemple, de ne pas voir citer, à la rubrique consacrée à Chaptal, son ouvrage «De l'Industrie française» (1819), au moins aussi intéressant, que ses «Souvenirs sur Napoléon», ici mentionnés, publiés plus de soixante ans après sa mort, et qui est un bon témoignage de l'intérêt porté à l'époque, par les classes dirigeantes à tout ce qui touchait au développement industriel. On regrettera, aussi, la non-utilisation des papiers de Daru et de Roederer conservés aux Archives Nationales. Quoi qu'il en soit, et malgré ces quelques lacunes, la documentation rassemblée a permis à l'auteur de mener à bien son projet qui était d'étudier le groupe des élites et ses composants, leur origine et

1 Elite et noblesse dans la seconde moitié du 18^e siècle, dans: *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* 3 (1956) p. 537 suiv.

2 Les Responsabilités des dynasties bourgeoises, T. 1 De Bonaparte à Mac Mahon, 1^{re} édit., Paris 1943.

leur destin, entreprise à qui il donne le nom de Sozialbiographie (en français, le mot le plus adéquat est sans doute prosopographie), d'étudier aussi leur comportement et, enfin, les liens de solidarité qui se sont tissés entre ces gens, ce qu'il désigne sous l'expression de »Cohérence de groupe«.

Pour tout ce qui concerne les problèmes de définition et de méthode dans l'analyse sociale, l'auteur fait référence aux travaux de Tudesq³ et de certains sociologues comme V. Pareto, C. W. Mills, Cl. Vaughan (cités p. 16) et Raymond Aron⁴. On est surpris que dans l'analyse des composants du groupe et dans celle des comportements et des solidarités, il ne soit pas fait référence à Halbwachs⁵, que dans celle des facteurs de continuité et de discontinuité qu'il a recherchés dans cette »Übergangsgesellschaft«, les apports de Gurvitch et de Sorokin aient été négligés⁶.

Ces remarques n'enlèvent rien à l'intérêt que procure la lecture de ce livre qui fait sortir de l'ombre tous ces personnages à qui le coup d'Etat de Brumaire a donné – encore que seule une infime minorité d'entre eux aient participé à sa préparation et à son exécution – non pas les moyens de se placer dans les plus hauts cadres politiques de l'Etat, puisque la plupart d'entre eux s'y trouvaient déjà, mais les moyens de s'y perpétuer légalement.

Le livre comprend trois grandes parties. La première étudie les origines, surtout sociales, des élites brumairiennes. On apprend ainsi que 80 % des personnages étudiés avaient entre 25 et 50 ans en 1789, 67 % moins de 40 ans, 75 % plus de 30 ans. A la veille de la Révolution, les trois plus jeunes étaient d'Ornano (18 ans), Marmont (15 ans), Lucien Bonaparte (16 ans) qui, le 4 nivôse an VIII, à l'âge de 25 ans, deviendra le plus jeune ministre de l'Intérieur que la France ait jamais connu. Si l'on se réfère à l'ordre d'appartenance sous l'Ancien Régime, l'on s'aperçoit que 6 % des Brumairiens venaient du clergé, ce qui est beaucoup si l'on considère que celui-ci ne représentait que 0.5 % de la population française en 1789; on se rappellera que parmi les instigateurs du coup d'Etat figuraient un certain nombre de défringués: Siéyès, Talleyrand, Fouché, Daunou. La noblesse d'Ancien Régime était représentée par 65 de ces membres soit 13 % de l'élite brumairienne. La majorité d'entre eux venaient de la petite noblesse. Sur ces 65 nobles, 54 étaient considérés comme exerçant une activité professionnelle, 18 étaient militaires, 12 des hommes de loi, avocats surtout, 5 se disaient propriétaires, 3 négociants et un banquier. Le Tiers Etat fournissait le reste, soit à peu près 81 %. Les hommes de loi y étaient de loin les plus nombreux avec 293 individus, contre 40 négociants, 3 industriels, 2 artisans et un banquier. Le lecteur retire de cela la certitude que si la Révolution a permis l'ascension politique de la bourgeoisie, elle n'a pas complètement exclu le clergé et la noblesse de l'accès aux honneurs, que, de ce point de vue, elle fut donc placée sous le signe de la rupture et sous celui de la continuité.

Ensuite, sont étudiés les changements intervenus dans les positions sociales et le rôle joué, dans la politique, par les membres de cette élite brumairienne entre 1789 et 1799. Une étude en profondeur, elle comprend plus de 30 pages, consacrée aux membres du Tribunat, ce qui constitue un bon échantillonnage, montre, qu'à un moment ou à un autre, ils ont, sous la Révolution, tous occupé un ou plusieurs emplois publics, soit dans les administrations, soit dans la magistrature; 73 % d'entre eux ont, en outre, siégé dans une ou plusieurs des assemblées

3 A.-J. TUDESQ, *Etude des notables. Inventaire des sources et projets d'enquête*, Paris 1956. ID., *Les Grands Notables en France (1840-1849). Etude historique d'une psychologie sociale*, Paris 1964.

4 Raymond ARON, *Classe sociale, classe politique, classe dirigeante*, dans: *Archives européennes de sociologie*, T. 1 1960, p. 260-262.

5 Maurice HALBWACHS, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*, Paris 1935. ID., *Morphologie sociale*, Paris 1938.

6 G. GURWITCH, *Continuité et discontinuité en histoire et sociologie*, dans: *Annales E. S. C.* 1957, p. 73-84. P. SOROKIN, *Qu'est-ce qu'une classe sociale?*, dans: *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1947, p. 57-87.

révolutionnaires. Le fait d'avoir servi l'Etat dans une administration révolutionnaire, celui d'avoir siégé dans une des assemblées ont donc constitué les voies les plus larges pour entrer dans les élites de Brumaire. Beaucoup de membres du Tribunat ont acheté des Biens Nationaux et 35 % d'entre eux, au moins, peuvent même être considérés comme de gros acheteurs. Giesselmann y voit, avec raison, une des causes principales de leur adhésion à un régime capable de consolider, à jamais, les principaux acquis de la Révolution. Il fait aussi remarquer que les Brumairiens ont également compté dans leurs rangs des gens appartenant à l'élite économique: spéculateurs sur les Biens Nationaux, hommes d'affaires de l'ancien régime et du nouveau, de même qu'à l'élite intellectuelle: savants, penseurs, encore que beaucoup d'individus peuvent être rangés dans plusieurs «élites», administrative, économique, intellectuelle. Au total, sur les 498 personnages considérés, 90 % ont, entre 1789 et 1799, figuré dans les administrations ou les assemblées révolutionnaires, souvent dans les unes et dans les autres, 1,4 % n'ont appartenu qu'à l'élite économique et 4 % à l'élite intellectuelle. Seize personnages seulement, soit 3,2 %, ne peuvent pas être classés parmi les élites de cette période. Donc les «Brumairiens» ont, dans leur presque totalité, occupé, avant le Coup d'Etat «une place légitime dans l'élite sociale» (p. 167), ce qui donne à penser que celui-ci a beaucoup plus consolidé qu'il n'a bouleversé, du moins dans le personnel politique et dans les positions sociales.

On regrettera que, pour la période venant après le coup d'Etat, l'auteur se soit par trop cantonné dans le rôle politique des élites dont la position dans le gouvernement ou dans les assemblées délibérantes venait d'être consolidée. On aurait aimé connaître ce que furent, pour ceux que cela concernait, le rôle dans la vie économique ou dans la vie intellectuelle. D'une façon générale, d'ailleurs, manquent les indications sur les fortunes, de même que sur les entreprises économiques, à l'exception de ce qui touche à la fondation de la Banque de France (p. 415-418). Il ne suffisait pas de dire comme Beau de Loménie: «C'est aux frais de l'Etat que les banquiers se faisaient payer le service particulier rendu par eux aux conjurés de Brumaire. C'est en profitant de leur influence politique pour se faire livrer la disposition d'une partie des richesses nationales que, sans risque économique et presque sans frais, ils bâtissaient les assises de leurs fortunes dont certaines n'ont cessé de grandir», encore eût-il fallu le prouver à l'aide de quelques exemples.

La seconde partie étudie, en quelque sorte, les rapports qui ont existé entre l'élite «brumairienne» et le coup d'Etat. L'auteur montre clairement que ce n'est qu'une petite minorité qui participa à l'élaboration de celui-ci mais que l'ensemble de «l'élite» s'y rallia quand il eut réussi et en bénéficia, simplement parce que tout le groupe cherchait un «sauveur» qui consolidât sa position contre toute tentative de retour à l'Ancien Régime ou au Jacobinisme de l'an II et qui ramenât la paix extérieure car la guerre était grosse de l'un et de l'autre de ces deux dangers. Bref un «sauveur» capable de remplir le rôle dans lequel le Directoire avait montré son incapacité. Les Brumairiens voulaient mettre un homme d'Etat à la tête de l'Etat et ce n'est pas leur faute si «la république des notables se mua en dictature militaire» (Albert Soboul, cité par W. G.)

L'auteur met ainsi en lumière les rapports existant entre le problème des élites et l'événement de Brumaire: les institutions et la politique suivie allaient changer mais le personnel se perpétua; 85 % des personnages étudiés avaient appartenu à l'élite politique de la Révolution, restaient les autres dans lesquels apparaissaient des membres de la haute noblesse qui avaient été tenus à l'écart de la Révolution et G. W. de conclure comme Soboul: «par l'intégration dans la nation bourgeoise de l'aristocratie ralliée, commença à s'opérer la fusion des éléments de la nouvelle classe dominante», c'est à dire le but que les hommes de 1789, ceux de la Constituante, avaient assigné à la Révolution.

Dans la dernière partie est étudiée la destinée de l'élite brumairienne de 1800 à 1830, c'est à dire sous le Consulat, l'Empire, la Restauration. Sont ainsi examinés les carrières, les comportements politiques et leurs mobiles, les héritiers des Brumairiens. L'information est aussi sérieuse que dans les deux premières parties. En particulier est bien expliquée la manière

dont les Brumairiens abandonnèrent Napoléon dès lors que l'ambition démesurée de celui-ci leur paraissait mettre leurs acquis en danger et pourquoi leur ralliement aux Bourbons devenait inévitable dès lors qu'il s'accompagnait du retour de la paix, désarmait les préventions de l'Europe monarchique et, surtout, leur garantissait leur position dominante dans l'Etat et dans la société. N'a-t-on pas dit, à l'époque, que la Charte, plus qu'une constitution était une «constitution de rentes»? Peut-être un parallèle entre Brumaire et Juillet aurait-il pu être esquissé, dans la mesure où, dans un cas comme dans l'autre, l'éventualité d'un retour à l'Ancien Régime apparaissait comme du domaine du possible? Quoi qu'il en soit, toute la démarche de G. W. aboutit à démontrer, de façon irréfutable, qu'à long terme, le 18 Brumaire fut beaucoup moins la prise du pouvoir par Bonaparte qu'une étape décisive dans l'avènement de la société bourgeoise, de ses structures économiques, sociales, politiques et idéologiques. Sans le dire, il fait sienne l'opinion de George Lefebvre selon laquelle la Révolution de 1789 s'est achevée en 1830.

Une bibliographie termine l'ouvrage. On s'étonnera de ne pas y voir figurer les études de Félix Ponteil⁷, de Jean Tulard⁸, de Bertrand Gille⁹, de Michel Bruguière¹⁰ et de Louis Bergeron¹¹ qui, sans doute, auraient permis à l'auteur d'enrichir son propos. Quoi qu'il en soit, à un moment où, en France, paraît l'enquête, menée à l'échelon du département, sur les Grands Notables du Premier Empire¹², il est heureux qu'un aussi gros travail ait apporté tant d'informations sur les élites «nationales», celles qui, qu'on le déplore ou non, donnaient tout de même le ton en France.

Roger DUFRAISSE, Paris

Norman MACKENZIE, *The Escape from Elba*, Oxford (University Press) 1982, 300 p.

Il s'agit plus d'un récit que de l'analyse critique des diverses hypothèses qui ont été formulées sur le retour de Napoléon de l'île d'Elbe: complot anglais ou force des choses? L'auteur s'en est tenu aux sources imprimées, toutes connues. De là la déception que procure son livre, faute d'éléments nouveaux. Seul note originale: une carte indiquant la position supposée des navires adverses lorsque Napoléon quitta l'île d'Elbe.

Jean TULARD, Paris

- 7 Félix PONTEIL, *Une nouvelle forme d'aristocratie au temps de Napoléon: les sénatoreries*, Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg, 1947.
- 8 Jean TULARD, *Problèmes sociaux de la France napoléonienne*, dans: *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, XVII, juillet-septembre 1970, p. 639-663.
- 9 Michel BRUGUIÈRE, *Finance et noblesse: l'entrée des financiers dans la noblesse d'Empire*, dans: *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, XVII, juillet-septembre 1970, p. 664-670.
- 10 Bertrand GILLE, *La société française*, dans: *Napoléon*, publié sous la direction de Jean MISTLER, nouv. édition, I 1973, p. 310-356.
- 11 Louis BERGERON, *L'épisode napoléonien. Aspects intérieurs, 1799-1815*, dans: *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, t. 4, 1973, p. 130-171.
- 12 *Grands Notables du Premier Empire. Notices de biographie sociale* publiées sous la direction de Louis BERGERON et Guy CHAUSSINAND-NOGARET, Paris, éditions du C. N. R. S. 1978 et suiv. (en cours).